

Communiqué d'Anne Hidalgo et Marie-Pierre de la Gontrie en soutien aux salariés de GrDF sanctionnés

Le 7 janvier 2010,

« GrDF vient de connaître une longue série de conflits sociaux difficiles, qui ont pris fin de manière peu satisfaisante. Pourtant, alors qu'on pensait la situation en voie d'apaisement, de nombreux salariés qui avaient pris part aux grèves, ont fait l'objet de sanctions et l'un d'entre eux a été licencié. Cette mesure a donné lieu à de très fortes protestations des salariés et se trouve contestée par un consensus syndical.

Nous voulons dire avec force notre incompréhension devant de telles méthodes. Nous dénonçons la manière dont la direction de GrDF conduit le dialogue social, dans une logique d'affrontement alors même que le conflit a pris fin. Cela ne peut conduire qu'à une détérioration des relations avec les partenaires sociaux. Nous apportons notre entier soutien à la demande de réintégration du salarié licencié au sein même de cette entreprise. Une solution humaine et juste à cette situation doit être trouvée et l'harmonie minimale des relations sociales rétablie.

De manière plus générale, nous nous inquiétons de la répression croissante des mouvements sociaux dans la période actuelle, se traduisant par la mise en place de sanctions allant jusqu'au licenciement.

Il est impossible de ne pas faire le parallèle avec le refus du dialogue manifesté par la RATP dans le conflit du RER A. Dans ces deux cas, l'Etat, actionnaire de référence, a apporté son soutien à la politique de pourrissement des conflits sociaux. La liberté syndicale et le droit de grève sont des libertés fondamentales garanties par la Constitution. Le Président de la République et le gouvernement, qui en sont les garants, se doivent de les protéger. Il est inadmissible que leur politique constante soit de profiter de la fragilité des salariés devant la violence de la crise économique pour se faire les promoteurs d'une entreprise d'étouffement du dialogue social.

Nous déplorons que le contexte de la crise autorise quelques entreprises à passer en force, au détriment du sort de leurs salariés. »

Aussi, Anne Hidalgo, tête de liste Huchon 2010 à Paris et Guillaume Balas, candidat de la liste Huchon 2010, se rendront cet après-midi auprès des salariés de GrDF pour les écouter et leur apporter leur soutien dans les circonstances qu'ils traversent. Ils réaffirmeront la volonté qui est la leur d'unir la gauche francilienne pour mettre en place un bouclier social.

Anne Hidalgo, tête de liste à Paris de la liste Huchon 2010

Marie-Pierre de la Gontrie, porte-parole de la campagne Huchon 2010, candidate de la liste Huchon 2010 à Paris

Guillaume Balas, candidat de la liste Huchon 2010 à Paris